



## FAITS MARQUANTS DE L'ANUE:

**JEUDI 26 JUIN 2014**

Le segment de haut niveau (SHN) de l'ANUE s'est ouvert jeudi matin. Lors la pause du midi, une séance d'information a eu lieu sur les deux thèmes du SHN. Dans l'après-midi la plénière ministérielle sur les ODD et le programme de développement pour l'après 2015, incluant la CPD, s'est réunie. Des groupes de contact se sont réunis tout au long de la journée.

### OUVERTURE DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU DE L'ANUE

Ouvrant la séance, la Présidente de l'ANUE, Oyun Sanjaasuren, a souligné que les opportunités environnementales, sociales et économiques peuvent conduire à des résultats qui se renforcent mutuellement en faveur du développement durable, et a exprimé l'espoir que les résultats de l'ANUE positionnent le PNUE en tant que principale autorité déterminant le programme de l'environnement mondial.

Achim Steiner, Directeur exécutif du PNUE, a déclaré que l'ANUE est historique tant en terme de taille que de fonctionnement, avec la participation active des Grands groupes et des parties prenantes, et a souligné la convergence du monde de l'environnement et des experts de domaines tels que le droit et la finance.

John Ashe, Président de la 68e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, a appelé les ministres à envoyer un message clair au monde et, forts des résultats de l'ANUE, à contribuer au programme de développement pour l'après 2015.

Prince Albert II de Monaco, Président de la Commission Sport et Environnement du Comité international olympique (CIO) a souligné le partenariat entre le CIO et le PNUE et son soutien à la construction de villes durables, à l'autonomisation des femmes et à la promotion de la non-violence.

Uhuru Kenyatta, Président du Kenya, a souligné la nécessité d'aborder, entre autres, le défi d'articuler l'urbanisation rapide avec la protection et la conservation des espèces sauvages. Il a exhorté les Etats membres à utiliser l'ANUE pour envoyer des messages forts sur le programme de développement pour l'après 2015 et les ODD, en faisant preuve d'un leadership qui « complète et amplifie » les travaux effectués ailleurs.

**POINT D'INFORMATION SUR L'ETAT DE L'ENVIRONNEMENT:** Steiner a informé les délégués sur l'état de l'environnement, en citant des statistiques qui indiquent que, malgré les efforts mondiaux, les ressources de la planète doivent être mieux gérées. Il a notamment souligné que: la perte de terres agricoles; les déchets alimentaires; l'augmentation de la température; et l'élévation du niveau de la mer constituent une « condamnation à mort » potentielle pour les PEID. Il a également noté des tendances positives, telles que l'inclusion par les pays des actifs naturels dans leurs systèmes de comptabilité nationale.

**INTERVENTIONS:** Le BRÉSIL a souligné la nécessité de commentaires de la part des parties prenantes et a annoncé que son pays consacré 1 million USD au PNUE pour des activités relatives à la CPD dans les pays en développement.

Soulignant que le PNUE a pour mandat de fournir des conseils politiques fondés sur la science, la NORVEGE a souligné la nécessité d'une action sur les déchets plastiques et microplastiques dans les milieux marins.

Oman, s'exprimant au nom des ETATS ARABES, a déclaré que le PNUE peut « nous placer dans une meilleure position » pour relever les défis environnementaux. L'Égypte, s'exprimant

au nom du GROUPE AFRICAÏN, a appelé à un mécanisme de financement stable, prévisible et accessible pour la mise en œuvre du programme de développement pour l'après 2015 et des ODD.

L'UE a signalé « une ère nouvelle pour la communauté mondiale de l'environnement » avec un nouveau niveau de représentation et de légitimité.

Le Mexique, s'exprimant au nom du GRULAC, prévoit une déclaration ministérielle sur la coopération environnementale et l'établissement des priorités lors du prochain forum ministériel régional.

Soulignant l'importance du transfert de technologies pour la mise en œuvre, l'INDE a suggéré d'utiliser le Fonds vert pour le climat pour acheter des droits de propriété intellectuelle essentiels qui sont indispensables aux biens et services publics.

L'Arabie Saoudite, s'exprimant au nom du GROUPE ASIE-PACIFIQUE, a souligné que les ODD devraient aborder, entre autres: l'éradication de la pauvreté; la gestion des ressources naturelles; la croissance économique durable et inclusive; et le renforcement de la résilience aux changements climatiques.

Réitérant le soutien à un « PNUE fort et efficace », la FINLANDE a annoncé que son pays a doublé sa contribution annuelle au PNUE.

Le NIGERIA a mis en garde contre le fait de laisser les pays en développement devenir le « dépotier » des technologies obsolètes et polluantes.

L'Algérie, s'exprimant au nom du MOUVEMENT DES PAYS NON ALIGNES et du G-77/CHINE, a souligné l'importance de la coopération Sud-Sud et la nécessité d'aborder la désertification.

CUBA a plaidé pour le transfert de technologies vers les pays en développement et pour leur accès à l'information et, avec le VENEZUELA, a souligné l'importance des responsabilités communes mais différenciées.

La COLOMBIE a souligné, entre autres, l'importance d'inclure les produits chimiques et les déchets dans les ODD.

L'ARGENTINE a appelé à des mécanismes de consultation « inclusifs, souples et participatifs » et à des décisions obtenues par consensus dans les forums multilatéraux.

Le Groupe ENFANCE ET JEUNESSE a appelé les gouvernements à, entre autres, établir un dialogue entre les générations pour le développement durable.

### SÉANCE D'INFORMATION MINISTÉRIELLE SUR LES DEUX THÈMES DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU

Ibrahim Thiaw, du PNUE, a accueilli les délégués à la séance d'information sur le SHN.

L'Ambassadeur Macharia Kamau (Kenya), Co-Président du Groupe de travail ouvert (GTO) sur les ODD, a présenté un aperçu des négociations du GTO, soulignant les 17 projets d'ODD et l'ampleur sans précédent du processus de consultation des Nations Unies.

Amina J. Mohammed, Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies sur le programme de développement pour l'après 2015, a déclaré que le sommet des Nations Unies sur le climat en septembre est un point de « ravitaillement » sur le chemin vers Lima et Paris, et a invité les commentateurs des délégués pour assurer une plus grande synergie avec les discussions sur le climat. Elle a souligné la nécessité d'un niveau d'ambition suffisamment élevé pour les ODD et un cadre de financement correspondant.



Christian Nellemann, du PNUE, a présenté un aperçu de l'ampleur actuelle de la criminalité environnementale, en soulignant l'abattage d'éléphants et de rhinocéros et l'exportation illégale de bois et de ses dérivés tels que le charbon, qui a-t-il indiqué génère deux à trois fois plus de profits que le commerce illicite de drogues.

John Scanlon, Secrétaire général de la CITES, a déclaré que l'ampleur et la nature du commerce illégal d'espèces sauvages impliquent maintenant des bandes criminelles et des organisations transnationales. Il a souligné les résultats de la CdP à la CITES 16, qui a abordé la criminalité contre les espèces sauvages dans les États sources, de transit et de destination. Il a appelé à un soutien accru aux programmes collaborant avec les gardes forestiers, la police et les autres travailleurs de première ligne.

Aldo Lale-Demoz, de l'Office des Nations Unies pour le contrôle des drogues et la prévention du crime, a encouragé les délégués à renforcer les partenariats au titre de la Convention contre la criminalité transnationale organisée, à renforcer les mécanismes de poursuite et de condamnation pour les crimes contre les espèces sauvages, à se centrer sur les besoins des communautés vulnérables, et à promouvoir la sensibilisation du public. Il a souligné que l'ensemble d'outils du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages constitue une aide utile.

### **PLÉNIÈRE MINISTÉRIELLE SUR LES ODD ET LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015, INCLUANT LA CPD**

Helen Clark, Administratrice du PNUD, a ouvert la session, en expliquant que l'inégalité, la pauvreté et l'environnement sont liés et nécessitent une approche « qui rompt avec les pratiques habituelles » pour relier les points. Le Modérateur Erik Solheim (Norvège) a invité les délégués à examiner les moyens de combiner le développement économique et la protection de l'environnement.

Le DANEMARK a déclaré que pour atteindre les ODD, les États doivent laisser tomber leurs intérêts spécifiques et s'unir. Le SAINT-SIEGE a demandé le rejet de la consommation et de la production « effrénées », déclarant que les ressources naturelles sont la propriété de tous et que la création devrait être respectée et protégée.

Les PAYS-BAS ont indiqué que la CPD et la reconnaissance de l'impact des chaînes d'approvisionnement mondiales sont essentielles au soutien de la croissance économique. Le MEXIQUE a déclaré que l'évolution des modes de consommation nécessite des politiques intégrées à long terme impliquant toutes les parties prenantes. La CHINE a plaidé pour un développement sobre en émissions de carbone, vert et durable. Soulignant que l'environnement est fondamental pour les ODD, l'ALLEMAGNE a déclaré que les économies doivent se développer dans les limites planétaires. L'ITALIE a cité quatre objectifs: comptabiliser la valeur du capital naturel; promouvoir des schémas de CPD liés aux limites planétaires; accorder la priorité à l'utilisation efficace des ressources dans tous les secteurs; et transférer le fardeau fiscal du domaine du travail vers celui de la réduction des ressources.

La POLOGNE a souligné que l'accès à une énergie abordable est essentiel à l'éradication de la pauvreté. La NOUVELLE-ZELANDE a souligné le rôle que jouent les océans sains dans les moyens de subsistance et le commerce mondial.

Le PORTUGAL a indiqué que l'ANUE doit parler d'une voix « forte » dans le processus des ODD en ce qui concerne la mise en œuvre, le suivi et la communication des rapports sur la dimension environnementale du cadre pour l'après 2015. L'UE a déclaré que le PNUE devrait jouer un rôle important dans la mise au point du programme de développement pour l'après 2015, en particulier sur la CPD, et donc l'ANUE devrait arriver à un consensus qui reflète le mandat nouvellement renforcé du PNUE. Tout en reconnaissant le rôle du PNUE dans l'établissement d'une orientation stratégique, la GEORGIE a souligné la responsabilité des gouvernements à mettre en œuvre les décisions concernant tous les secteurs. La SUISSE a déclaré que les ministres de l'environnement devraient saisir l'occasion d'influencer le programme de développement pour l'après 2015. La REPUBLIQUE DU CONGO a souligné la nécessité de sensibiliser les autorités nationales pour une action efficace.

Le Royaume-Uni a déclaré que l'ANUE devrait faire valoir les avantages de la pleine intégration de l'environnement dans les ODD, plutôt que d'insister sur des objectifs et des cibles spécifiques. Le KIRIBATI a appelé à inscrire les problèmes des PEID comme l'élévation du niveau de la mer, les déchets dangereux et la nécessité d'un transfert de technologies dans le programme de travail de l'ANUE. La ROUMANIE a souligné la nécessité d'éviter la duplication des travaux conduits par les accords multilatéraux sur l'environnement (AME).

Le JAPON a notamment souligné que les approches sobres en carbone et l'harmonie avec la nature sont nécessaires à des sociétés durables. L'UICN a déclaré que la nature fournit des solutions et que le développement durable ne peut être atteint sans des écosystèmes qui fonctionnent bien.

L'URUGUAY a appelé à une croissance durable et équitable. Les Femmes, s'exprimant au nom des GRANDS GROUPES à l'exception des Affaires et industries, a souligné les conflits potentiels entourant le terme « croissance » et ont appelé à veiller à ce que les ODD prévoient un « vrai processus de transition ». La FINLANDE a appelé les pays industrialisés à prendre le leadership de la transition.

### **DIALOGUE MINISTÉRIEL SUR LE COMMERCE ILLICITE DES ESPÈCES SAUVAGES**

Introduisant la session, le Modérateur Marco Lambertini, Directeur général du Fonds mondial pour la nature, a invité les délégués à aborder trois questions principales: les lacunes les plus importantes dans les connaissances et l'action, et les obstacles à l'application aux niveaux national et international; la façon d'assurer une réponse coordonnée des Nations Unies; et le maintien de l'élan généré à l'ANUE dans les travaux futurs.

De nombreux pays ont souligné le lien inextricable entre la pauvreté et le commerce illégal des espèces sauvages, un grand nombre de délégués soulignant la nécessité que le PNUE joue un rôle de coordination et de sensibilisation sur les moteurs socio-économiques, en renforçant les synergies entre la CITES et les autres AME pour produire une réponse intégrée, et en envoyant un message qui va au-delà de la communauté environnementale.

Les autres questions soulevées comprenaient, entre autres, la nécessité: de comprendre et d'aborder les moteurs socio-économiques du commerce illégal au sein des communautés d'origine, de transit et de consommateurs; d'assurer une tolérance zéro en matière de corruption et de flux financiers illicites associés à des crimes contre les espèces sauvages; de se centrer sur les points de transit de marchandises illicites; d'envisager les bois d'œuvre en plus des espèces sauvages; d'éduquer les jeunes; et d'impliquer les communautés locales dans les zones touchées afin de trouver des alternatives économiques et des moyens de subsistance durables.

La plupart des pays ont partagé les stratégies qu'ils ont mises en œuvre pour lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages et ont appelé à une déclaration ministérielle forte sur cette question. D'autres ont plaidé pour que les espèces sauvages demeurent à l'ordre du jour de l'ANUE 2, afin de maintenir la dynamique sur la mise en œuvre nationale et internationale. Un délégué a appelé à la reconnaissance des résultats obtenus dans d'autres forums et accords, notant que « ce qui est nécessaire, c'est du leadership et de la coordination », et non davantage de débats.

### **DANS LES COULOIRS**

Carpe diem - saisir les deux dernières journées - a été l'appel insistant des participants aux ministres alors que le segment de haut niveau s'est ouvert jeudi matin. Il y avait espoir que le plus grand rassemblement de ministres de l'environnement depuis Rio+20 génère un élan pour propulser le programme de l'environnement dans l'ère post-2015.

Cependant, certains se sont demandé si le format du Dialogue ministériel, au cours duquel les délégations ont été limitées à de brèves interventions officielles, aurait pu prendre une forme plus dynamique. Lorsque le soleil est sorti, juste à temps pour la pause de midi, de nombreux participants ont saisi l'occasion d'échanger de façon plus informelle tout en profitant du beau temps et des jardins luxuriants. Le changement d'air a amené un délégué à réfléchir sur la différence marquée entre le cadre formel de la plénière dans les salles de conférence et le cadre extérieur détendu « de type campus ». Il s'est demandé ce qui serait arrivé si les délégués avaient disposé de plus d'espace pour débattre, dans le style fluide de Silicon Valley, certaines des idées proposées en séance plénière. Celles-ci vont des expériences spécifiques des délégués relatives à la mise en œuvre des politiques nationales jusqu'à des « réflexions sans limites », comme la proposition de l'Inde d'acheter des droits de propriété intellectuelle et d'assurer le libre accès à des connaissances et technologies cruciales qui étaient auparavant inaccessibles.

Peut-être, comme l'a fait remarquer un observateur, qu'il est nécessaire de continuer à peaufiner le format pour tirer le meilleur parti de cette plate-forme unique et des possibilités de collaboration.

**COMPTE-RENDU ET ANALYSE DU BNT:** Le compte-rendu et l'analyse du Bulletin des négociations de la Terre sur l'ANUE seront disponibles le lundi 30 juin 2014, en ligne à l'adresse: <http://www.iisd.ca/uneq/unea/unea1/enb/>